

L'exercice de la discrétion ministérielle—L'inspection du poisson; le député de York-Ouest (M. Marchi)—Le multiculturalisme—a) La conférence fédérale-provinciale—L'ampleur du budget.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI DE 1973 SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Epp (Provencher): Que le projet de loi C-70, tendant à modifier la Loi de 1973 sur les allocations familiales, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif, ainsi que de l'amendement de M. Frith (p. 6625).

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole dans le cadre de ce débat sur le projet de loi C-70 qui vise à tirer 55 millions de dollars de la désindexation des allocations familiales. Je me vois dans la triste nécessité de prendre la parole sur ce sujet. C'est pour moi en tant que député, et pour les députés de mon parti, une nécessité que d'intervenir contre cette nouvelle mesure législative rétrograde des conservateurs. Ce projet de loi prend ses racines dans un budget que l'on peut fort judicieusement qualifier de tour de passe-passe. Il consiste à prendre aux pauvres, aux classes laborieuses et à la classe moyenne, et à donner aux Canadiens riches et aisés.

Monsieur le Président, quelles sont au juste les répercussions exactes de ce projet de loi sur le Canadien moyen? Pour bien répondre à cette question, il ne suffit pas de s'en tenir à la portée de ce seul projet de loi, il faut se placer dans la perspective des diverses mesures prises en mai dernier dans le cadre du budget des conservateurs. Si on le fait, on s'aperçoit que d'ici 1990, compte tenu des modifications de l'impôt sur le revenu et des allocations familiales, une famille avec deux enfants dont les deux parents travaillent et ont un revenu de l'ordre de \$15,000, perdra environ \$1,879 de pouvoir d'achat, chiffre à comparer aux \$1,125 que perdra une famille ayant un revenu de \$80,000. Un simple calcul aussi élémentaire suffit à mettre en évidence le fait que les familles à faibles revenus perdront \$775 de plus par an que les familles à revenus élevés, et que les familles à revenus moyens en perdront trois fois plus. Prenez ensuite l'augmentation des taxes à la consommation et des taxes sur l'essence, la taxe sur les produits de santé, et la suppression du REEL qui permettait à de jeunes couples de mettre de l'argent de côté pour s'acheter une maison. Vous commencez alors à voir où veut en venir le gouvernement conservateur.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a voulu se servir du débat d'avant Noël pour remettre en question le principe de l'universalité. Puis, avant l'ajournement d'été, nous avons eu la controverse sur les personnes âgées de notre pays. Le gouvernement voulait faire payer les frais de la lutte contre le déficit aux personnes âgées. Ce mois-ci, nous constatons que ce sont les mères et les enfants de ce pays qui ont pris la place des personnes âgées. Pour aggraver les choses, le ministre de la

Allocations familiales—Loi

Santé et du Bien-être (M. Epp) a proposé la clôture. Le gouvernement s'inquiète-t-il de voir les députés poursuivre le débat sur le projet de loi C-70? Craint-il que les Canadiens s'agitent comme ils l'ont fait en mai et en juin pour empêcher une mesure rétrograde, la désindexation des pensions de vieillesse? Je me souviens d'avoir entendu le premier ministre (M. Mulroney) parler de courtoisie, de procédure parlementaire, de démocratie et de la volonté du peuple. Où ces paroles se sont-elles envolées? Que fait le premier ministre de son merveilleux talent oratoire?

• (1700)

Ces paroles ne sont pas les seules qu'ait prononcé le premier ministre. Dans le discours du trône il a dit: «Mon gouvernement attache une grande importance à l'application de mesures d'aide destinées à renforcer la cellule familiales, pierre angulaire de notre société». Où est le rapport entre ces paroles et le projet de loi à l'étude? Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, ne voulant pas être en reste après les beaux discours du premier ministre, a dit à son tour: «C'est la famille et la conscience collective qui garantissent la stabilité de notre tissu social. J'ai pour rôle de prendre des mesures incitatives et des initiatives pour renforcer le rôle de la famille et lui accorder, dans la société, une place plus importante qu'elle n'avait eue jusqu'ici».

Les députés d'en face ont parlé d'hypocrisie. Je leur demande d'examiner les déclarations du ministre de la Santé nationale et du Bien-être et du premier ministre. Point n'est besoin d'être très intelligent pour constater une sérieuse contradiction entre leurs paroles et leurs actes. Les Canadiens ne font plus confiance au gouvernement. Ils n'ont plus confiance dans son programme. Mais surtout, les Canadiens ne laisseront plus le gouvernement les entraîner dans une voie où ils refusent de s'engager, malgré sa majorité parlementaire écrasante. Le geste de nos personnes âgées en est sans doute le meilleur exemple. Le gouvernement était prêt à désindexer les pensions de vieillesse. Il a déclaré à la Chambre et un peu partout au Canada qu'il ne renoncerait pas à son projet. Combien de temps lui a-t-il fallu pour se décider à écouter les citoyens de tout le pays? Les Canadiens se trouvent devant le même genre de problème sauf que, cette fois, les personnes âgées sont remplacées par les enfants et les mères.

On a accusé, et à juste titre, le gouvernement de manquer d'esprit de décision. Il suffit de penser au fiasco des banques, aux promesses non tenues, à la valse hésitation avec la guerre des étoiles et au problème du thon en conserve. Le gouvernement a manqué d'esprit de décision à cet égard. Seule sa position vis-à-vis des programmes de sécurité sociale est claire. Le gouvernement est formé d'un groupe d'hommes et de femmes réactionnaires qui veulent nous faire reculer au lieu d'avancer. Le gouvernement a présenté un budget qui accorde aux riches des concessions fiscales, des échappatoires et un cadeau de 500,000 dollars et qui demande aux personnes âgées, aux mères et aux enfants du pays de faire les frais de la situation financière dans laquelle il se trouve. C'est un gouvernement réactionnaire plutôt que progressiste même s'il se qualifie de progressiste conservateur.